

La mascarade du grand débat et les intérêts des travailleurs

Pour que le « grand débat national » se substitue, dans les médias, au mouvement des gilets jaunes, Macron et ses ministres en font des tonnes. La mise en scène est soignée, avec des débats de plusieurs heures, où, en bras de chemise, ils écoutent patiemment et prennent des notes... Le tout, retransmis en direct à la télévision.

Le cinéma tourne parfois court, comme lors de cette réunion avec des maires d'outre-mer où Macron s'est exaspéré des trop nombreuses interventions de ceux qu'il appelle avec condescendance « les enfants »... Mais pour le pouvoir, ces petites contrariétés valent toujours mieux que la colère des gilets jaunes.

Cette colère populaire continue de s'exprimer, tous les samedis. Elle est alimentée par l'hypocrisie du gouvernement qui prétend redonner la parole au peuple mais qui limite de plus en plus le droit de manifester. Que ce soit en usant des violences policières pour mettre fin aux rassemblements ou avec sa loi prétendument anticasseurs, mais qui cible en réalité la liberté de manifester.

Pour mettre fin à la contestation, Macron aurait décidé de jeter un nouvel os à ronger : un référendum. Celui-ci viendrait conclure le grand débat et serait la preuve de la bonne foi du gouvernement : les citoyens auraient non seulement la parole mais aussi le pouvoir de décider. Après la mascarade du grand débat, leurre du référendum !

Avec des questions multiples du genre : « Doit-on réduire le nombre de parlementaires ? », « Faut-il limiter le cumul des mandats dans le temps ? », Macron veut entretenir la fiction démocratique à bon compte puisque tous ces changements étaient prévus dans la prochaine réforme des institutions.

Peut-être pourra-t-il aussi introduire des questions touchant à la répartition des impôts. Tant qu'il s'agit de répartir les efforts au sein des classes populaires, Macron peut bien accepter quelques variations.

Mais il y a une chose que Macron n'acceptera jamais et sur laquelle il ne demandera pas notre avis, c'est de faire payer la grande bourgeoisie. C'est tout le problème car la condition ouvrière ne peut progresser sans toucher aux profits et au pouvoir de cette classe.

Au nom de la compétitivité, toutes les entreprises suppriment les emplois, font pression sur les salaires, aggravent les cadences et la flexibilité. Et cela vaut aussi pour les services publics, pour la poste, les hôpitaux que l'État ne peut plus financer correctement parce qu'il consacre de plus en plus d'argent à soutenir le grand capital. Autrement dit, le monde du travail est écrasé par le rouleau compresseur du grand capital. Et ce n'est pas la révision des institutions qui changera cela !

Pour faire valoir leurs revendications, les travailleurs ont intérêt à compter sur leurs propres moyens d'expression et d'action.

Au 1er février, la grande distribution a augmenté les prix alimentaires de 6,3 % en moyenne au prétexte qu'ainsi, les agriculteurs seront mieux rémunérés. On peut douter que l'argent aille dans leur poche, toujours est-il qu'il faudra payer plus pour acheter du fromage ou du lait. Les sociétés autoroutières augmentent leur racket de 1,9 %. Et c'est sans compter la hausse des loyers et autres charges incompressibles que sont le gaz et l'électricité. Eh bien, puisque les prix augmentent, les salaires et les pensions doivent suivre !

Six millions de femmes et d'hommes n'ont même pas le droit de travailler pour gagner leur vie. Et les fermetures d'usines se poursuivent, y compris dans des firmes riches ! Il faut un emploi pour chacun. Et s'il n'y a pas assez d'emplois, il faut répartir le travail entre tous.

Mais pour imposer ces revendications, il faudra se battre. Et cela ne peut se faire que si les travailleurs des grandes entreprises se lancent dans le combat en faisant grève. Cela ne se décrète pas et n'est pas chose facile. Mais les travailleurs ne feront pas l'économie d'un tel combat.

Mardi 5 février, la CGT appelle à faire grève et à manifester. Cet appel arrive après la bataille, car quand le mouvement des gilets jaunes était à son pic, la CGT comme les autres confédérations syndicales refusaient de s'y associer.

Alors, sans être dupes, les travailleurs ne doivent pas baisser les bras. Ils doivent se saisir de cette journée du 5 février. En répondant présent, ils affirmeront leur conviction que seule la grève peut toucher le grand capital en plein cœur et le faire reculer.

Du grand n'importe quoi

Au DV, il faudrait fabriquer autant de moteurs que s'il y avait encore 2 ateliers, alors que PSA a fait fermer le DV3. Certains chefs se vantent même de faire des retouches sur des moteurs déjà chargés dans les camions.

C'est ça, la fameuse optimisation du process ?

On se détend !

A l'EB aussi, des moteurs s'accumulent à la retouche. Et nos dirigeants ne savent pas quoi inventer pour éviter les arrêts de chaîne. C'est ça, la production en flux tendu. Il est grand temps de passer au flux détendu...

Elle connaît le – mais pas le +

Une cinquantaine de départs en rupture conventionnelle collective sont prévus sur le pôle Metz-Trémery.

Prévoir les suppressions d'emplois, la direction sait faire. Mais ce sont les embauches qui sont urgentes, pas supprimer encore et toujours des postes.

L'ordre du jour : la hausse générale

A la première réunion salaire, le patron était très joyeux : c'est la 5^{ème} année consécutive que PSA bat son record mondial de ventes. Mais toujours pas question d'aborder le montant des augmentations de salaire.

Va falloir qu'on l'oblige à l'aborder car visiblement PSA a le portefeuille en peau de hérisson.

Que les gros salaires lèvent le doigt !

Tavares touche 18 500 € par jour. Son directeur financier 7 700 € par jour. Son directeur Afrique Moyen-Orient 6 600 € par jour. Son directeur Europe 6 300 € par jour.

En faisant leur paye, on se casse la santé au boulot. Qu'ils ne viennent pas nous dire alors qu'ils ne peuvent pas augmenter nos salaires.

Soyons raisonnables !

La direction n'a pas encore annoncé le montant de la prime obtenue par les Gilets jaunes, mais a déclaré qu'elle serait « raisonnable ».

L'an dernier la fortune de la famille Peugeot en Suisse a augmenté de 200 millions €. Et le PDG empoche 18 500 € par jour pour services rendus.

On veut être aussi raisonnable qu'eux !

Sochaux : embaucher !

Alors que PSA vient de battre des records de véhicules fabriqués en 2018, l'usine PSA de Sochaux ajuste

la cadence de production de la 308 qui devrait passer en demi-équipe. 300 intérimaires devraient retrouver le chemin de Pôle emploi. Ces fins de mission sont des licenciements déguisés.

Et pourtant, ça tourne !

Depuis plus de deux mois, le Pdg de Renault, Carlos Ghosn, est emprisonné au Japon pour avoir tapé dans la caisse. Pendant ce temps, les usines Renault continuent de produire des voitures, preuve que les ouvriers peuvent se passer de patron.

Et cela ne vaut pas que pour Renault !

Autoroutes : les racketteurs

La hausse de tarif de péage d'autoroute de 1,8 % en moyenne à partir du 1^{er} février ne va pas passer inaperçue pour les usagers. Pour aller à St Avold, on passe de 4,50 à 4,60 euros.

Les bénéfices des sociétés d'autoroutes s'élevaient en 2016 à près de 3 milliards d'euros après que les actionnaires aient touché 4,7 milliards d'euros de dividendes. On roule, la Sanef, Vinci et les autres profitent et enrichissent leurs actionnaires.

Les retraités veulent vivre dignement

En manifestant le 31 janvier pour une augmentation de leurs pensions, les retraités dénoncent leur perte de pouvoir d'achat car les pensions sont bloquées. La minuscule augmentation de 0,3% qui devait avoir lieu en octobre dernier a même été reportée en janvier. Honteux !

L'électricité, produit de luxe ?

La Commission de régulation de l'énergie envisage une augmentation de 5,9 % du prix réglementé de l'électricité, utilisé par 80 % des foyers.

On nous répète qu'on ne peut pas augmenter les salaires car cela ferait augmenter les prix. Un mensonge... au cas où vous n'étiez pas au courant.

Mardi 5 février 14h : manifestation parking de l'Agora à St-Avold

Mardi 5 février, la CGT, Sud et FO-Moselle appellent à des grèves et à des manifestations dans le secteur public et dans le privé. Pour l'augmentation du smic, la baisse des impôts indirects (TVA, etc.), la suppression des aides aux entreprises, le respect des libertés publiques.

Au moment où les gilets jaunes continuent de manifester, la classe ouvrière doit, elle aussi, faire entendre sa voix et ses revendications.